

Parti Révolutionnaire Communistes

99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

31 mai 2018

Italie : le capital prêt à utiliser tous les moyens pour imposer sa loi !

L'Italie traverse une crise politique sans précédent. Elle est marquée, entre autre, par les péripéties récentes sur la nomination d'un gouvernement. Ligue (ex-Ligue du Nord) et Mouvement 5 étoiles (M5S), sortis vainqueurs des élections, se sont vus retoqués pour la formation d'un gouvernement par le Président de la République sous le prétexte du caractère par trop « anti-européen » du ministre des finances qu'ils ont proposé. Pourtant ce dernier, un homme du grand patronat, au-delà des menaces verbales, nous avons connu cela avec Tsipras en Grèce, n'annonçait qu'un nouveau cycle de mesures de caractère keynésien visant à relancer la consommation.

Cette orientation ne met pas en cause la domination du grand capital. Comme partout où elle a été mise en œuvre cette politique se brise sur les exigences de profit du capital et permet de justifier un nouveau cycle d'austérité et d'attaques contre les salariés. Avec une dette publique représentant 130 % de son Produit Intérieur Brut, l'Italie est sous la pression de la spéculation financière internationale. Sa marge de manœuvre, en particulier par rapport à l'Union Européenne, est très faible. La question posée est donc : comment imposer une nouvelle politique au service du capital en donnant l'illusion de répondre aux attentes du peuple italien ? Dans ce sens, Ligue comme M5S sont des alternatives possibles.

Les dernières élections en Italie (voir Communistes Hebdo N° 550) y ont modifié la situation politique. Le succès de la Ligue et du Mouvement 5 étoiles a brisé le cercle d'alternance entre les deux grands partis du capital, Forza Italia (FI) et le Parti Démocratique (PD). Ces deux dernières forces politiques ont soumis, à tour de rôle et malgré les résistances, les travailleurs italiens à une purge sociale liquidant les conquêtes de la classe ouvrière et ouvrant un champ nouveau à l'exploitation capitaliste dans le cadre de l'Union Européenne et plus largement dans celui de l'internationalisation des grands monopoles.

Dans cette alternance « gauche- droite », le dernier premier Ministre en date M. Renzi, un jeune homme présenté comme le Macron italien, a frappé très fort. Les arguments n'ont pas manqué pour « justifier » cette politique anti-sociale. Comme en France et partout dans le Monde, il s'agit de briser

les cadres limitant l'exploitation capitaliste pour une soi-disant compétitivité qui n'est autre que la recherche du profit maximum par une exploitation accrue des travailleurs salariés. En l'absence d'un parti révolutionnaire capable de rassembler la classe ouvrière dans le combat contre l'exploitation et pour renverser le pouvoir du capitalisme, les mécontentements se sont cristallisés autour des questions de l'immigration et contre les élites dirigeantes.

Les partis qui ont absorbé ce mécontentement sont, en Italie comme ailleurs, une création des forces du capital, financés par la grande bourgeoisie et le patronat, ils n'ont pas vocation à s'attaquer au capitalisme. Pour eux pas question de révolution, ni de sortie du pacte militaire impérialiste qu'est l'OTAN, pas question de répondre aux justes revendications des travailleurs, pas question n'ont plus de s'attaquer à la politique de l'Union Européenne, juste en demandent-ils une application plus conforme aux intérêts du capital italien.

Comme partout en Europe, ces forces dites « anti-système » sont le réceptacle de la crise sociale, morale et politique du capitalisme dans une phase particulièrement destructrice pour les travailleurs et la société, de son histoire. Il nous faut mesurer le danger qu'elles représentent. Elles sont le prélude à l'organisation d'une dictature plus féroce du grand capital et pourquoi pas, si la nécessité s'en fait sentir, d'affrontements directs et militaires au sein même de l'impérialisme.

Pour combattre ces tendances, qui sont à l'œuvre dans de nombreux pays en Europe et y compris en France, il serait erroné de chercher un compromis du « moindre mal » dans le capitalisme. Il faut au contraire développer la lutte de classe, les luttes économiques et sociales, pour faire reculer Macron dont l'objectif est la liquidation des conquêtes ouvrières et faire grandir la lutte politique contre le capitalisme avec le parti révolutionnaire COMMUNISTES pour un changement révolutionnaire de la société qui en finisse avec l'exploitation capitaliste.